

B. MARDI

On s'abonne :
BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62 ;
ROUVREUX, dans tous les bureaux de poste ;
ARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 34 ;
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
Hassenstein et Vogler ;
LONDRES, Cowie and son, 2, St-Anne's lane, Dorset,
Davies et Co, n° 4, Finch lane, Cornhill ; 1, Cecil st.,
Strand ; Smith and son, 186, Strand ; A. Maurice, 13,
Tavistock Row, Aug. Siegle, 140, Leadenhall street,
AMSTERDAM, B. Esenhard, libraire ;
LA HAYE, Belinfante frères, libraires ;
ROTTERDAM, MM. Nygh et Van Dijk, libraires ;
LUXEMBOURG, au bureau de poste ;
ROME, Merlo, libraire, place Colonna ;
GENÈVE, Grelanovich, place de la Poste, 21 ;
FLORENCE, Vieuvo, cabinet littéraire ;
NAPLES, Deiken et Rocholl ;
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière
AVANTANTINOPLE, Christiani Roth, libraire ;
ST-PETERSBURG, Decipris et Co, libraires.

L'INDÉPENDANCE BELGE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PAIX : Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année ;
Province, 43 fr. ; 44 »
La France, 43 fr. ; 44 »
Allemagne, 48 fr. ; 48 »
Angleterre, 17 sh. ; 17 sh. ;
Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.

ABONNEMENT : Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre
à vue sur Bruxelles.
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE

Edition du matin

BRUXELLES, 23 décembre.

REVUE POLITIQUE.

Le calme et le silence ont succédé, à Versailles, aux bruyantes agitations de ces dernières semaines. La dernière séance de l'Assemblée a fait clore par un nouvel orage cette période si extraordinaire de notre histoire. Un article paru dans le *Corsaire* le matin même avait vivement ému la droite monarchiste, et M. Prax-Paris, le démolisseur de M. Victor Lefranc, avait annoncé l'intention d'interpellé à ce sujet le gouvernement. Mais M. Dufrénoy lui ayant déclaré que le *Corsaire* était l'éditorial du ministre de l'Intérieur, et que sa suppression paraissait inévitable, il a renoncé à porter cet incident à la tribune. Nous ne savons si le journal incriminé a été supprimé en effet, mais la chose paraît d'autant plus probable, qu'il ne nous est parvenu qu'un seul exemplaire.

Une dépêche de Londres nous a annoncé avant-hier le départ de M. le comte de Beust pour Vienne, en ajoutant que cet ambassadeur allait probablement recevoir une haute situation dans son pays. Il n'y a qu'une seule situation intérieure que M. de Beust pourrait occuper sans déchoir, c'est celle de premier ministre, et il n'y a aucune apparence en ce moment que M. le comte Andrassy la doive abandonner. Il est plus vraisemblable que le voyage de M. de Beust, s'il a une cause politique, se rattache, comme on le mande aujourd'hui de Vienne, à une affirmation audacieuse que M. le duc de Gramont, l'ancien ministre des affaires étrangères de l'empire, vient de lancer dans le domaine de la publicité et d'après laquelle ce personnage, lorsqu'il représentait l'Autriche à la cour d'Autriche, aurait été autorisé à dire à son gouvernement que le concours de l'Autriche lui était assuré pour le cas d'une guerre avec la Prusse. Si peu de valeur qu'il ait en diplomatie et en politique, M. le duc de Gramont, son assertion est trop catégorique et trop grave en même temps pour que le cabinet de Vienne ne s'en soit aperçu, et la venue laissent à penser que sa réponse, si elle est d'ordre politique, sera négative.

En attendant, la prétendue révélation de M. le duc de Gramont obligeant par sa créance dans le monde officiel ou l'an bien très-sévèrement la conduite d'un ancien ambassadeur et ancien ministre des affaires étrangères, assez peu soucieux de ses devoirs pour ne point craindre de violer toutes les conventions, de fauter les plus nécessaires diplomatiques en livrant au public une promesse qui, si elle avait réellement été faite, ne l'aurait été qu'à la condition de rester absolument secrète, à moins que les événements eux-mêmes ne rendissent le secret inutile.

M. de Gramont prétend être en mesure de fournir la preuve de ce qu'il a avancé, et il fait dire aujourd'hui par un journal parisien que la promesse du concours de l'Autriche à été renouvelée même après la déclaration de guerre de 1870. Qu'il publie donc cette preuve, car il est allé trop loin pour pouvoir ne point aller jusqu'au bout.

Il est question à Londres de quelques changements qui s'accompliraient dans le personnel du cabinet, avant la prochaine session du Parlement. M. Forster notamment quitterait l'Instruction publique pour entrer au *Board of Trade*. Son successeur à l'Instruction publique serait choisi de façon à ce que, n'étant pas personnellement aussi engagé que lui sur les divers points du bill sur l'éducation, il pût porter la main à certaines modifications de ce bill réclamées avec une insistance croissante par l'opinion.

Le gouvernement du duché de Brunswick vient d'adresser à l'Assemblée des États un message concernant une fondation et dans laquelle il y a un passage qui se rapporte à l'éventualité de l'annexion future de ce pays à la Prusse. Le gouvernement ducal considère cette éventualité, assez éloignée encore, mais qui occupe les esprits en Allemagne et dans le Brunswick, comme impossible ; il exprime au contraire la certitude que l'existence du duché comme Etat souverain et autonome sera maintenue et que rien ne fait supposer qu'il puisse être incorporé au royaume de Prusse.

Les querelles religieuses suscitées par les prétentions de l'épiscopat ultramontain ne sont pas moins vives en Suisse qu'en Allemagne. L'évêque de Bâle, dont le diocèse s'étend sur plusieurs cantons, avait destiné deux curés, suspects d'être attachés au vieux catholicisme. Les gouvernements cantonaux ont trouvé ce procédé illégal et une commission diocésaine a annulé les décisions de l'évêque et, de plus, a décrété que désormais les curés seraient nommés par voie d'élection. A la notification de ces résolutions, l'évêque de Bâle a répondu par une lettre dans laquelle, se plaçant au point de vue de l'Eglise, il a déclaré qu'il n'aurait rien de plus spirituel et dans la discipline ecclésiastique. L'affaire en est là ; mais les Suisses sont

tenaces et plus d'une fois ils ont triomphé dans leurs démêlés avec l'épiscopat. La nomination du clergé par voie d'élection n'est pas une innovation en Suisse. Pareille décision a déjà été prise en 1707 dans le canton de Soleure.

Post-scriptum.

Le *Journal officiel* de Prusse a publié aujourd'hui le décret de l'Empereur-Roi qui relève M. de Bismarck, sur sa demande, de la présidence du conseil des ministres du royaume, en lui conservant la direction de la chancellerie impériale et des affaires extérieures de la Prusse. La présidence du conseil des ministres de Prusse est confiée au membre le plus âgé du cabinet. (Voir au BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.)

Ce que notre correspondant de Paris nous fait pressentir au sujet du journal le *Corsaire* s'est réalisé.

Un arrêté du général Lamirault, gouverneur de Paris commandant l'état de siège, suspend le journal pour avoir, dans un article, porté atteinte à l'autorité de l'Assemblée.

Le ministre de la guerre de Danemark, colonel de Haffner, a donné sa démission. Le télégramme qui nous en transmet la nouvelle ajoute que la politique y est complètement étrangère. Du reste, le colonel de Haffner a été immédiatement remplacé par le colonel Thomson, qui était déjà directeur au département de la guerre.

Parmi les projets de lois que le gouvernement soumet à l'examen de la législature figure celui qui apporte des modifications à la loi du 18 juin 1853 sur le régime des aliénés.

Cette loi a cependant rendu des services, car si fâcheux que des événements récents nous aient montré la situation des aliénés dans certains établissements, elle était bien davantage avant sa promulgation, et voici qui nous le rappelle, c'est l'extrait qui suit du rapport d'une commission instituée en 1844 pour rechercher les moyens d'améliorer la condition des aliénés en Belgique.

« La position des aliénés dans les établissements qui leur sont consacrés est généralement déplorable. Il semble qu'on s'en soit bien vu en vue de la séquestration et d'affranchir la société de leur présence que de travailler à leur guérison. Nos prisons, nos dépôts de mendicité mêmes sont des asiles secourables (il importe de ne pas oublier ce qu'étaient les prisons en 1844) lorsqu'ils les compare aux maisons d'insensés, où ces infortunés, abandonnés pour ainsi dire à eux-mêmes, ne peuvent attendre de soulagement que de la mort qui met un terme à leurs maux. »

Le tableau est-il assez navrant ! La loi de 1850, nous le répétons, n'a pas été sans efficacité, et c'est avec de moins sombres couleurs aujourd'hui qu'il faudrait peindre la situation des aliénés. Toutefois la loi est encore large ouverte aux abus, l'écho des tribunaux nous l'a redit ; des faits douloureux ont été constatés, et le gouvernement fait sagement de se préoccuper d'en empêcher le retour.

Pour le moment, sans se flatter d'aller droit à la perfection, il marche au plus pressé. L'expérience a montré que la surveillance, au point de vue du régime intérieur des maisons d'aliénés, pouvait être mise en défaut, et c'est à l'armer davantage contre ceux qui auraient l'intérêt à la tromper que s'attache avant tout le projet de loi.

Actuellement, l'autorisation d'ouvrir un établissement d'aliénés est subordonnée à la condition suivante :

« Approbation, tous les trois ans, par la députation permanente, du personnel des médecins, et autorisation, pour ce personnel, d'ordonner, en tout temps, la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la loi, le tout, sauf recours au Roi. »

C'est-à-dire que le médecin est nommé par le directeur de l'établissement, et que, par ce fait seul, il est entièrement sous sa dépendance ; on le révoque et on a le droit de le révoquer. Il est tenu, par son intérêt même, qui lui commande d'éviter tout conflit avec celui dont il est l'agent, alors qu'il devrait pour remplir sérieusement sa mission, être celui de l'autorité publique.

Le projet de loi tend à modifier profondément cette situation et à la disposition de la loi de 1850 que nous venons de citer, voici ce qu'il propose de substituer :

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

« Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements. Ce cautionnement, dont le taux sera fixé par le gouvernement, sur l'avis de la députation permanente, sera encaissé par le gouvernement. »

« Nomination par le gouvernement du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements d'aliénés, la députation permanente entendue. Le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel, en cas de négligence ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi. Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement. »

l'Association libérale de Saint-Josse-ten-Node a adopté, à une très-grande majorité, le principe de la fédération avec l'Association libérale de Bruxelles et, à l'unanimité, a voté la cotation à 6 fr. qui donnera le droit d'entrée à tous les membres de l'Association. Il a été entendu que le comité revisera les statuts pour le mettre d'accord avec ces résolutions et les soumettra sous peu à l'Assemblée, ainsi que le projet de traité avec l'Association libérale.

Depuis quelque temps, la presse anversoise réclame, et le fait avec une légitime insistance, un meilleur éclairage de l'Escaut d'Anvers à la mer. Cet éclairage est insuffisant, et, malheureusement, on en a eu la preuve dans de récents sinistres maritimes. La question vient d'être portée au conseil communal, et le bourgmestre, répondant à l'interpellation d'un conseiller, a déclaré que le collège communal était à ce sujet en correspondance avec le gouvernement. Nous nous plaisions à croire que cette question, d'importance capitale, sera promptement résolue.

Les officiers de la garde civique de Liège viennent d'adresser à M. le colonel Brialmont une remarquable lettre dont voici les principaux passages :

« ... D'accord avec vous sur les vices actuels de notre organisation, nous ne pouvons vous suivre plus longtemps dans vos dernières publications : non pas contre la conclusion apparente qui maintient quelques bataillons, que vous conservez, sans doute, comme spécimens d'un genre particulier, mais contre la conclusion que nous voyons entre les lignes de vos écrits et qui ne tend à rien moins qu'à la suppression en fait de l'institution constitutionnelle à laquelle nous sommes attachés et d'appas nous. »

« Nous vous le disons avec une franchise égale à la vôtre, nous voulons que cette institution persiste, nous voulons que l'article 422 de la Constitution ne soit pas une lettre morte, et que chaque citoyen soit libre de se servir de son droit de suffrage pour voter un tel ou tel candidat. »

« Or, M. le colonel, au risque d'être taxé d'exagération ou même d'absurdité, comme vous le dites dans votre brochure, nous pensons que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

une loi qui s'abîme d'elle-même et qu'on ne peut laisser descendre à l'état de lettre morte. »

« L'Association libérale de Saint-Josse-ten-Node a adopté, à une très-grande majorité, le principe de la fédération avec l'Association libérale de Bruxelles et, à l'unanimité, a voté la cotation à 6 fr. qui donnera le droit d'entrée à tous les membres de l'Association. Il a été entendu que le comité revisera les statuts pour le mettre d'accord avec ces résolutions et les soumettra sous peu à l'Assemblée, ainsi que le projet de traité avec l'Association libérale. »

« Depuis quelque temps, la presse anversoise réclame, et le fait avec une légitime insistance, un meilleur éclairage de l'Escaut d'Anvers à la mer. Cet éclairage est insuffisant, et, malheureusement, on en a eu la preuve dans de récents sinistres maritimes. La question vient d'être portée au conseil communal, et le bourgmestre, répondant à l'interpellation d'un conseiller, a déclaré que le collège communal était à ce sujet en correspondance avec le gouvernement. Nous nous plaisions à croire que cette question, d'importance capitale, sera promptement résolue. »

« Les officiers de la garde civique de Liège viennent d'adresser à M. le colonel Brialmont une remarquable lettre dont voici les principaux passages : »

« ... D'accord avec vous sur les vices actuels de notre organisation, nous ne pouvons vous suivre plus longtemps dans vos dernières publications : non pas contre la conclusion apparente qui maintient quelques bataillons, que vous conservez, sans doute, comme spécimens d'un genre particulier, mais contre la conclusion que nous voyons entre les lignes de vos écrits et qui ne tend à rien moins qu'à la suppression en fait de l'institution constitutionnelle à laquelle nous sommes attachés et d'appas nous. »

« Nous vous le disons avec une franchise égale à la vôtre, nous voulons que cette institution persiste, nous voulons que l'article 422 de la Constitution ne soit pas une lettre morte, et que chaque citoyen soit libre de se servir de son droit de suffrage pour voter un tel ou tel candidat. »

« Or, M. le colonel, au risque d'être taxé d'exagération ou même d'absurdité, comme vous le dites dans votre brochure, nous pensons que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« Nous ne vous suivons pas, monsieur le colonel, si vous voulez nous faire croire que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

« En outre, nous sommes convaincus que l'on doit maintenir la situation actuelle, que l'on doit nous en tenir fermement, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses, que nous ne devons pas nous laisser aller à des concessions immenses. »

CONSERVATION PAR LE PROGRES

(ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne. payables d'avance)
RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne. (FAITS divers corps du journal), 3 fr. la ligne.
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 34, ou à M. LAFITTE, BULLIER et Co, place de la République, 10.
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et VOGELER à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Bréslov, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall

pendant le mois de novembre 1872, concernant tous les pavillons.

Cette liste fournit la statistique suivante :
Nauvires à voiles perdus totalement : 427 ; savoir : 136 anglais, 73 norvégiens, 65 allemands, 34 suédois, 29 hollandais, 29 français, 17 russes, 15 danois, 8 italiens, 6 américains, 5 grecs, 4 républicains, 4 autrichiens, 4 espagnols, 4 et 5 dont les pavillons n'ont pas été signalés. Dans ce nombre sont compris 14 navires à voiles supposés perdus corps et biens, par suite de défaut de nouvelles.

Nauvires à vapeur perdus totalement : 23 ; savoir : 11 anglais, 6 américains, 2 allemands, 2 espagnols, 1 belge, 1 suédois ; ce nombre comprend 2 navires à vapeur supposés perdus corps et biens, par suite de défaut de nouvelles.

Nécrologie.

Un savant archéologue, Henri Barbet de Jouy, conservateur du ci-devant Musée des souverains et de la collection des objets d'art du moyen âge et de la Renaissance, est mort, il y a quelques jours, à Paris. C'était un spécialiste des plus distingués. Il avait étudié et décrit, dans des ouvrages qui seront toujours recherchés, non-seulement les antiquités nationales, mais encore les monuments, les statues, les bronzes, les peintures, les majoliques de Luca del Robbia et de ses successeurs de Faenza et de Gubbio. (National.)

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

23 décembre. — La bourse est calme, cependant les cours sont bien tenus. L'emprunt français fait de 86-90 à 86-85, pour revenir à 86-90.

Les Métaux se traitent à 60 1/2.

Comptant, les affaires sont également restreintes. Les actions et obligations de chemins de fer sont offertes, mais la rente belge 4 1/2 est très ferme à 102-90.

Pas de variation en actions des banques, si ce n'est en Banque des Travaux publics qui se cotent en hausse à 725 ; les Banques Union se traitent à 307-50. En change, on négocie le Londres à 25-40 et le Paris à 4 1/2 par mille de perte.

Communications et avis divers.

BANQUE NATIONALE.

AVIS IMPORTANT AUX ACTIONNAIRES.

L'administration de la Banque Nationale a l'honneur d'appeler l'attention de MM. les actionnaires, qui n'ont pas encore exercé leur droit de souscription aux actions nouvelles, sur le préjudice qui résulterait pour eux de leur abstention. Ils n'exerceraient pas leur droit avant le 1^{er} janvier prochain.

L'art. 10 des statuts porte :
« Les actions non souscrites par les actionnaires » avant le 1^{er} janvier 1873, seront réalisées au profit de la Banque ».

La différence en plus ou en moins, entre le capital nominal et le produit réalisé, sera portée au compte du Fonds de réserve.

Il résulte de ces dispositions que l'action, pour laquelle n'aurait pas été exercé le droit de souscription, subira, dès le 1^{er} janvier 1873, une dépréciation égale à la plus-value attribuée à l'action nouvelle.

La plus-value de cette action non souscrite (c'est-à-dire la différence entre le capital nominal et le produit réalisé) doit, au vu de l'article 10, être versée au Fonds de réserve.

La presque totalité des actionnaires a déjà souscrit.

L'administration de la Banque, désireuse d'éviter une perte réelle aux propriétaires d'actions qui n'ont pas encore usé de leur droit, a l'honneur de rappeler aux intéressés qu'ils ont encore à faire connaître à la Banque, avant le 1^{er} janvier 1873, soit directement par eux-mêmes, soit par écrit, soit indirectement par un tiers, leur volonté manifeste de prendre part à la souscription.

Bruxelles, le 13 décembre 1872.

Le gouverneur, EUG. PRÉVIERE.

Le secrétaire, JOS. DUPONT.

— Au magasin Chinois, rue Royale, 88. Grands arrivages de nouveautés, curiosités et articles du Japon. — Verleysson et Nyssens.

— Estomac, nerfs, foie, poitrine, gérêts sans médecine par la douce Revalenta Du Barry, 12, rue de l'Empereur, Bruxelles. Fr. 2-25, 4, 7.

— Pachas et alpagas anglais, Marché-au-Bois, 8.

— Fabre de Caencheure, 7 et 8, pl. St-Gudule.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 23 décembre.

Le bruit a couru aujourd'hui que M. d'André-Pasquier allait être appelé au ministère ; ce bruit n'a rien d'invenable dans la situation où nous sommes. Toutefois, informations prises, il paraît que la droite est trop satisfaite de M. de Goulard, ainsi qu'elle l'a été de M. Dufaure, pour commettre l'ingratitude de remplacer l'un par l'autre, et comme M. d'André-Pasquier n'accepterait probablement pas d'autre portefeuille que celui de l'intérieur, pour le moment l'assertion n'a pas de raison d'être. La participation directe de M. d'André-Pasquier aux affaires ne ferait que rendre plus certain le résultat qui se va produire aux prochaines élections et auquel, du reste, souffriront MM. Dufaure et de Goulard, de faire voter les républicains non plus seulement contre la droite de l'Assemblée, mais contre le gouvernement ou tout au moins contre le ministère.

Sans doute, la droite en se rapprochant de M. Thiers, en cherchant à faire confondre sa cause avec celle du président de la République, a pour but de tromper là-dessus un certain nombre d'électeurs. Il est possible, en effet, que quelques votes au scrutin s'égarent vers ceux qu'on croirait les soutiens politiques de M. Thiers, et qui ne sont, en réalité, que ses collègues ; mais je doute fort que ces erreurs de scrutin, que chaque jour s'écoule sans nous plus grossières, soient en nature à modifier le courant qui entraîne de plus en plus le corps électoral vers la République. D'autre part, il est très-certain que les liens des diverses nuances du parti républicain seront resserrés par cet acharnement de la droite à vouloir se maintenir au pouvoir contre la volonté bien avérée du pays. On comprendra que le danger qu'il faut éviter à tout prix n'est plus d'avoir

des radicaux mais de faux républicains. Il y aura toujours plus d'union dans le parti qui veut, avant tout, la République, qu'elle soit conservatrice ou radicale, pourvu qu'elle soit la République, que du côté où la République, telle que l'entend la réaction, n'est plus qu'un élément de division de plus. Car, dans le parti monarchique, on ne comptait jusqu'à présent que quatre nuances : les légitimistes, les orléanistes, les fusionnistes, les impérialistes. Il y a maintenant une fraction de plus, les républicains de nécessité qui ne trompent personne, et dont les adhérents convaincus des divers systèmes monarchiques se défont justement.

On sait que les membres de la droite et du centre droit abondent maintenant dans les salons du président de la République ; ceux de la gauche n'en ont cessé d'y venir ; mais les membres de l'extrême droite s'abstiennent toujours de même que ceux de l'extrême gauche. On voit que la fameuse majorité de 500 voix n'est toujours pas acquise à M. Thiers ; elle ne se forme que sur certains points d'où ne peut sortir la solution des difficultés actuelles.

Les sous-commissions de la commission des Trente s'entendent prometteuses sur leurs délibérations, on en est réduit à des conjectures ou à des bruits hasardeux ; mais le point qu'on sait suffit pour faire pressentir, comme de plus en plus vraisemblable un résultat que, pour ma part, j'ai toujours considéré d'avance comme acquis : l'impunité absolue de l'Assemblée actuelle aux réformes constitutionnelles. On sait que l'une de ces sous-commissions ne pouvant accoucher de rien de viable a fait prier M. Thiers de présenter d'abord son projet ; on sait aussi qu'en ce qui concerne spécialement la seconde Chambre la commission serait d'avis que cette institution peut être un contre-poids pour l'Assemblée future, mais se refuse absolument à ce qu'elle puisse fonctionner en concurrence avec elle. C'est, par conséquent, la confirmation absolue de ce que je vous ai écrit toujours qu'il n'y a pas dans cette Assemblée-ci les éléments qui rendent possible un Sénat de quelque nom qu'on veuille l'appeler. Il y aura bien des péripéties, bien des lutes, bien des triomphes de la réaction suivis de retours offensifs plus ou moins heureux de la démocratie ; mais en définitive le rôle de cette Assemblée est marqué d'avance, elle fera beaucoup de tapage et quelques mauvais lois, que remaniera l'Assemblée suivante, elle prolongera les pouvoirs de M. Thiers, parce qu'après tout elle aimera mieux laisser, en se retirant, un gendarme qui lui déplaît que de n'en pas laisser du tout, puis elle élèvera peut-être un vice-président et se dissoudra sans rien constituer.

La droite vient encore d'avoir un succès ; un article très-vif de M. E. Zola, dans le *Coraire*, dirigé contre elle, a semblé et semble encore devoir entraîner la suppression de ce journal. Il est à espérer, cependant, que la retraite de M. Zola qui, d'après le *Coraire* de ce matin, cesse d'être attaché à la rédaction, mettra un limite aux colères de la droite et à l'obséquiosité de M. de Goulard à son égard.

M. de Rémusat qui, heureusement, ne paraît pas encore devoir de si tôt être atteint par les fureurs de la réaction, va, dit-on, offrir de grandes réceptions aux représentants des puissances étrangères.

M. Thiers vient à Paris pour se trouver au centre des grosses affaires financières. Il s'agit d'abord des garanties que nous pouvons offrir à l'Allemagne pour le dernier cinquième de l'indemnité.

Le président de la République vient fixer aussi de quelle façon et à quel terme s'effectuera le paiement du 7^e demi-milliard, et tend à s'occuper activement du 8^e. On signale à ce propos la présence à Paris de plusieurs gros banquiers américains, hollandais, russes, venus pour conférer avec M. Thiers. On compte que cette négociation financière pourra être terminée avant le retour de l'Assemblée. Il ne restera plus alors qu'à obtenir l'assentiment de la grande chancellerie allemande.

Le voyage de M. Thiers à Calais semble reprendre beaucoup de probabilités, à moins que l'état de la température et le brouillard ne soient de nature à empêcher les expériences d'artillerie auxquelles le président de la République tient tant à assister. On prête de plus à M. Thiers l'idée de s'établir une résidence à Deauville, s'étant bien trouvé de son dernier voyage de ce côté.

En Normandie, les locataires des dépendances des domaines de la famille d'Orléans, et parmi eux M. Estancelin, démontent en prévision de la restitution prochaine de ces biens à leurs légitimes propriétaires.

Le Musée va recevoir un monolithe colossal, recueilli par la Flore à l'île de Pâques, représentant une idole.

— On lit dans l'*Opinion nationale* du 17 :
« Dimanche, vers midi, la nommée Marie-Thérèse, veuve Durieux, âgée de 48 ans, habitant, demeurant passage Belgny, 8, à Bailleul, rentrait fatiguée à son domicile, qu'elle avait quitté le matin à quatre heures pour se rendre à son travail habituel. »

« Elle appela vainement sa petite-fille Marie, âgée de sept ans, qu'elle avait laissée au logis, en lui recommandant de lui tenir son déjeûner prêt. »

« Inquiet, elle chercha, et, dans un coin, elle trouva l'enfant gisant à terre. La pauvre petite n'existait plus. Elle avait été étranglée à l'aide d'un mouchoir qu'on lui avait laissé autour du cou. »

« Trois lapins, qui étaient dans une petite cabane dans la cour, et un billet de banque de 5 francs, placé dans un tiroir de commode, avaient été dérobés. »

« On présume que l'assassin était en train de commettre le vol, lorsqu'il a été surpris par l'arrivée de la petite Marie, et que c'est pour se débarrasser de ce témoin de son crime qu'il l'a étranglée. »

« M. Gausser, commissaire de police du quartier, a procédé aux premières constatations avec l'assistance d'un médecin. Une information est commencée. »

— On lit dans l'*Avenir national* du 18 :
« On s'entretenait beaucoup hier, dans les couloirs de l'Assemblée, d'une scène de pugilat qui a eu lieu, pendant la séance de nuit, entre deux députés. »

« Leurs collègues ont pris l'engagement de ne pas dire leurs noms. »

— On lit dans la *Presse* du 18 :
« Très-grande agitation ce matin dans le haut du boulevard de Strasbourg, où un bouvillier, demeurant au numéro 67, avait affiché devant sa porte deux placards ainsi conçus : *Protestation contre les 430 députés qui ne veulent pas de la solution. On signe dans la boutique.* »

« Un moment après, un attroupement considérable se formait devant cette boutique dissolutive, et les commentaires allaient leur train. »

« Bientôt sont arrivés des sergents de ville pour enlever ces affiches, mais celui qui les avait apposées s'est armé d'un revolver, menaçant de faire feu sur celui qui oserait y toucher. »

« Cette situation singulière a duré pendant près d'une heure ; enfin, les agents de l'autorité sont venus en grand nombre et sont parvenus à s'emparer de cet homme sans qu'il lui ait été possible de faire usage de son arme. »

« Il a été immédiatement mis dans une voiture et conduit à la préfecture de police. La boutique a été fermée par ordre. »

— On lit dans la *France* du 19 :
« Voici quelques-uns des prix auxquels certains auteurs-compilateurs de l'Université ont trouvé acquiescer, dans la vente qui vient d'en être faite, à la salle Sylvestre : »

« Une lettre Henri II a été adjugée 101 fr. ; de Louis XIII, 36 fr. ; de Louis XIV, 15 fr. ; de Marie-Antoinette, 80 fr. ; de Joachim Murat, 10 fr. ; du duc de Nemours, 14 fr. ; du prince de Joinville, 16 fr. ; de Napoléon III, 15 fr. ; de Beethoven, 66 fr. ; de M^{rs} de Staël, 41 fr. ; de Beethoven, 114 fr. ; de Lessing, 110 fr. ; de Haydn, 91 fr. ; de Lamoricière, 11 fr. ; de Trochu, 15 fr. Dix-sept lettres de Latude ont été payées 150 fr. »

« L'original de la lettre que Barbès adressa aux journaux après avoir été mis en liberté par le gouvernement impérial, a été vendu 5 fr. ; une lettre du général Bédan demandant le grade de chef de bataillon pour le capitaine adjudant-major Vinoy, 2 fr. »

« Il y a une remarque philosophique à faire sur ces chiffres : c'est que les lettres qui se sont vendues au prix le plus bas sont celles des hommes politiques ; celles qui ont été payées les plus cher, étaient de la main d'artistes ou d'hommes de lettres. »

— On écrit de Corse à l'*Avenir national* :
« La gendarmerie des cantons de Cervione et Nicolai, ayant appris, dans la nuit de jeudi, que le bandit Suzzoni, avec sa bande composée de six personnes, était en fête dans un petit hameau isolé, accourut à temps pour les cerner. »

« Suzzoni était, à juste titre, réputé comme le plus fort et le plus courageux bandit de l'île. C'est un ancien militaire qui, de retour du service, avait trouvé son frère assassiné. Dès lors le désir de la vengeance avait été sa seule préoccupation. Aussi, successivement, et en peu de temps, il avait tué les sept ennemis, qui d'après lui, avaient contribué au meurtre de son frère. »

« A deux reprises différentes, Suzzoni était tombé dans une embuscade que lui avait dressée la gendarmerie ; mais, par son courage et son adresse, il avait toujours déjoué la piste. »

« Jeudi soir, la lutte a été terrible et acharnée. Après avoir essuyé, à lui seul, le feu des deux brigades, à la dernière sommation du gendarme Tadei, qui était parvenu à se glisser tout près de lui, il répondit par un dernier coup de revolver, blessant mortellement ce malheureux. Mais, comme il avait été obligé, pour viser Tadei, d'avancer sa tête de quelques millimètres, il put à son tour être atteint, et il eut la crâne fracturé par une balle. »

« On a saisi sur lui une carabine Florent à longue portée, un revolver à six coups et un poignard. »

« Quant à ses compagnons, bandits comme lui, et qui ont à répondre de plusieurs *vendettes*, dès les premiers moments de la lutte, ils ont lâché pied, en déclarant qu'ils se rendaient. »

« Suzzoni tué, le reste encre dans cette contrée un autre bandit, dit Frascetto, d'une féroce insolence, qui a un grand nombre de meurtres et d'assassinats sur le compte. »

— On lit dans la *Liberté* du 20 :
« Les journaux du Nord du 22 publient les détails suivants sur les inondations : »

« A Lille et dans les environs, la Deule, qui avait toujours été le plus grand fleuve de la région, a monté de nouveau de quelques centimètres, par suite d'une nouvelle crue de la Lys. »

« A Arras, en effet, l'eau a gagné du terrain et douze fabriques sont actuellement formées de chômeurs. La situation est la même à Merville. »

« La Lys déborde partout de Glomenghem jusqu'à Aire. Des champs entiers sont ravins le long de la rivière. »

« La Lys a plus de dix digues à partir du marais de Lambres. Les habitants de Lenglet craignent beaucoup que l'eau n'entre dans leurs maisons. »

« Heloron, Neufré, Pasqueux et Willebrouck sont également sous l'eau. »

« La vallée de la Lacquette et du Mardick est la plus maltraitée. Dans le bas de Saint-Quentin, neufs maisons sont bloquées par les eaux, et il est à craindre que les habitants ne soient forcés de les abandonner. »

« La rivière de Mardick a une digue crevée près de la ferme de Stracelle, et les maisons de ce côté sont aussi fort menacées. »

— On lit dans l'*Opinion nationale* du 17 :
« Dimanche, vers midi, la nommée Marie-Thérèse, veuve Durieux, âgée de 48 ans, habitant, demeurant passage Belgny, 8, à Bailleul, rentrait fatiguée à son domicile, qu'elle avait quitté le matin à quatre heures pour se rendre à son travail habituel. »

« Elle appela vainement sa petite-fille Marie, âgée de sept ans, qu'elle avait laissée au logis, en lui recommandant de lui tenir son déjeûner prêt. »

« Inquiet, elle chercha, et, dans un coin, elle trouva l'enfant gisant à terre. La pauvre petite n'existait plus. Elle avait été étranglée à l'aide d'un mouchoir qu'on lui avait laissé autour du cou. »

« Trois lapins, qui étaient dans une petite cabane dans la cour, et un billet de banque de 5 francs, placé dans un tiroir de commode, avaient été dérobés. »

« On présume que l'assassin était en train de commettre le vol, lorsqu'il a été surpris par l'arrivée de la petite Marie, et que c'est pour se débarrasser de ce témoin de son crime qu'il l'a étranglée. »

« M. Gausser, commissaire de police du quartier, a procédé aux premières constatations avec l'assistance d'un médecin. Une information est commencée. »

— On lit dans l'*Avenir national* du 18 :
« On s'entretenait beaucoup hier, dans les couloirs de l'Assemblée, d'une scène de pugilat qui a eu lieu, pendant la séance de nuit, entre deux députés. »

« Leurs collègues ont pris l'engagement de ne pas dire leurs noms. »

— On lit dans la *Presse* du 18 :
« Très-grande agitation ce matin dans le haut du boulevard de Strasbourg, où un bouvillier, demeurant au numéro 67, avait affiché devant sa porte deux placards ainsi conçus : *Protestation contre les 430 députés qui ne veulent pas de la solution. On signe dans la boutique.* »

« Un moment après, un attroupement considérable se formait devant cette boutique dissolutive, et les commentaires allaient leur train. »

« Bientôt sont arrivés des sergents de ville pour enlever ces affiches, mais celui qui les avait apposées s'est armé d'un revolver, menaçant de faire feu sur celui qui oserait y toucher. »

« Cette situation singulière a duré pendant près d'une heure ; enfin, les agents de l'autorité sont venus en grand nombre et sont parvenus à s'emparer de cet homme sans qu'il lui ait été possible de faire usage de son arme. »

« Il a été immédiatement mis dans une voiture et conduit à la préfecture de police. La boutique a été fermée par ordre. »

— On lit dans la *France* du 19 :
« Voici quelques-uns des prix auxquels certains auteurs-compilateurs de l'Université ont trouvé acquiescer, dans la vente qui vient d'en être faite, à la salle Sylvestre : »

« Une lettre Henri II a été adjugée 101 fr. ; de Louis XIII, 36 fr. ; de Louis XIV, 15 fr. ; de Marie-Antoinette, 80 fr. ; de Joachim Murat, 10 fr. ; du duc de Nemours, 14 fr. ; du prince de Joinville, 16 fr. ; de Napoléon III, 15 fr. ; de Beethoven, 66 fr. ; de M^{rs} de Staël, 41 fr. ; de Beethoven, 114 fr. ; de Lessing, 110 fr. ; de Haydn, 91 fr. ; de Lamoricière, 11 fr. ; de Trochu, 15 fr. Dix-sept lettres de Latude ont été payées 150 fr. »

« L'original de la lettre que Barbès adressa aux journaux après avoir été mis en liberté par le gouvernement impérial, a été vendu 5 fr. ; une lettre du général Bédan demandant le grade de chef de bataillon pour le capitaine adjudant-major Vinoy, 2 fr. »

« Il y a une remarque philosophique à faire sur ces chiffres : c'est que les lettres qui se sont vendues au prix le plus bas sont celles des hommes politiques ; celles qui ont été payées les plus cher, étaient de la main d'artistes ou d'hommes de lettres. »

— On écrit de Corse à l'*Avenir national* :
« La gendarmerie des cantons de Cervione et Nicolai, ayant appris, dans la nuit de jeudi, que le bandit Suzzoni, avec sa bande composée de six personnes, était en fête dans un petit hameau isolé, accourut à temps pour les cerner. »

« Suzzoni était, à juste titre, réputé comme le plus fort et le plus courageux bandit de l'île. C'est un ancien militaire qui, de retour du service, avait trouvé son frère assassiné. Dès lors le désir de la vengeance avait été sa seule préoccupation. Aussi, successivement, et en peu de temps, il avait tué les sept ennemis, qui d'après lui, avaient contribué au meurtre de son frère. »

« A deux reprises différentes, Suzzoni était tombé dans une embuscade que lui avait dressée la gendarmerie ; mais, par son courage et son adresse, il avait toujours déjoué la piste. »

« Jeudi soir, la lutte a été terrible et acharnée. Après avoir essuyé, à lui seul, le feu des deux brigades, à la dernière sommation du gendarme Tadei, qui était parvenu à se glisser tout près de lui, il répondit par un dernier coup de revolver, blessant mortellement ce malheureux. Mais, comme il avait été obligé, pour viser Tadei, d'avancer sa tête de quelques millimètres, il put à son tour être atteint, et il eut la crâne fracturé par une balle. »

« On a saisi sur lui une carabine Florent à longue portée, un revolver à six coups et un poignard. »

« Quant à ses compagnons, bandits comme lui, et qui ont à répondre de plusieurs *vendettes*, dès les premiers moments de la lutte, ils ont lâché pied, en déclarant qu'ils se rendaient. »

« Suzzoni tué, le reste encre dans cette contrée un autre bandit, dit Frascetto, d'une féroce insolence, qui a un grand nombre de meurtres et d'assassinats sur le compte. »

— On lit dans la *Liberté* du 20 :
« Les journaux du Nord du 22 publient les détails suivants sur les inondations : »

« A Lille et dans les environs, la Deule, qui avait toujours été le plus grand fleuve de la région, a monté de nouveau de quelques centimètres, par suite d'une nouvelle crue de la Lys. »

« A Arras, en effet, l'eau a gagné du terrain et douze fabriques sont actuellement formées de chômeurs. La situation est la même à Merville. »

« La Lys déborde partout de Glomenghem jusqu'à Aire. Des champs entiers sont ravins le long de la rivière. »

« La Lys a plus de dix digues à partir du marais de Lambres. Les habitants de Lenglet craignent beaucoup que l'eau n'entre dans leurs maisons. »

« Heloron, Neufré, Pasqueux et Willebrouck sont également sous l'eau. »

« La vallée de la Lacquette et du Mardick est la plus maltraitée. Dans le bas de Saint-Quentin, neufs maisons sont bloquées par les eaux, et il est à craindre que les habitants ne soient forcés de les abandonner. »

« La rivière de Mardick a une digue crevée près de la ferme de Stracelle, et les maisons de ce côté sont aussi fort menacées. »

— On lit dans l'*Opinion nationale* du 17 :
« Dimanche, vers midi, la nommée Marie-Thérèse, veuve Durieux, âgée de 48 ans, habitant, demeurant passage Belgny, 8, à Bailleul, rentrait fatiguée à son domicile, qu'elle avait quitté le matin à quatre heures pour se rendre à son travail habituel. »

« Elle appela vainement sa petite-fille Marie, âgée de sept ans, qu'elle avait laissée au logis, en lui recommandant de lui tenir son déjeûner prêt. »

« Inquiet, elle chercha, et, dans un coin, elle trouva l'enfant gisant à terre. La pauvre petite n'existait plus. Elle avait été étranglée à l'aide d'un mouchoir qu'on lui avait laissé autour du cou. »

« Trois lapins, qui étaient dans une petite cabane dans la cour, et un billet de banque de 5 francs, placé dans un tiroir de commode, avaient été dérobés. »

« On présume que l'assassin était en train de commettre le vol, lorsqu'il a été surpris par l'arrivée de la petite Marie, et que c'est pour se débarrasser de ce témoin de son crime qu'il l'a étranglée. »

« M. Gausser, commissaire de police du quartier, a procédé aux premières constatations avec l'assistance d'un médecin. Une information est commencée. »

— On lit dans l'*Avenir national* du 18 :
« On s'entretenait beaucoup hier, dans les couloirs de l'Assemblée, d'une scène de pugilat qui a eu lieu, pendant la séance de nuit, entre deux députés. »

« Leurs collègues ont pris l'engagement de ne pas dire leurs noms. »

— On lit dans la *Presse* du 18 :
« Très-grande agitation ce matin dans le haut du boulevard de Strasbourg, où un bouvillier, demeurant au numéro 67, avait affiché devant sa porte deux placards ainsi conçus : *Protestation contre les 430 députés qui ne veulent pas de la solution. On signe dans la boutique.* »

« Un moment après, un attroupement considérable se formait devant cette boutique dissolutive, et les commentaires allaient leur train. »

« Bientôt sont arrivés des sergents de ville pour enlever ces affiches, mais celui qui les avait apposées s'est armé d'un revolver, menaçant de faire feu sur celui qui oserait y toucher. »

« Cette situation singulière a duré pendant près d'une heure ; enfin, les agents de l'autorité sont venus en grand nombre et sont parvenus à s'emparer de cet homme sans qu'il lui ait été possible de faire usage de son arme. »

« Il a été immédiatement mis dans une voiture et conduit à la préfecture de police. La boutique a été fermée par ordre. »

— On lit dans la *France* du 19 :
« Voici quelques-uns des prix auxquels certains auteurs-compilateurs de l'Université ont trouvé acquiescer, dans la vente qui vient d'en être faite, à la salle Sylvestre : »

« Une lettre Henri II a été adjugée 101 fr. ; de Louis XIII, 36 fr. ; de Louis XIV, 15 fr. ; de Marie-Antoinette, 80 fr. ; de Joachim Murat, 10 fr. ; du duc de Nemours, 14 fr. ; du prince de Joinville, 16 fr. ; de Napoléon III, 15 fr. ; de Beethoven, 66 fr. ; de M^{rs} de Staël, 41 fr. ; de Beethoven, 114 fr. ; de Lessing, 110 fr. ; de Haydn, 91 fr. ; de Lamoricière, 11 fr. ; de Trochu, 15 fr. Dix-sept lettres de Latude ont été payées 150 fr. »

« L'original de la lettre que Barbès adressa aux journaux après avoir été mis en liberté par le gouvernement impérial, a été vendu 5 fr. ; une lettre du général Bédan demandant le grade de chef de bataillon pour le capitaine adjudant-major Vinoy, 2 fr. »

« Il y a une remarque philosophique à faire sur ces chiffres : c'est que les lettres qui se sont vendues au prix le plus bas sont celles des hommes politiques ; celles qui ont été payées les plus cher, étaient de la main d'artistes ou d'hommes de lettres. »

— On écrit de Corse à l'*Avenir national* :
« La gendarmerie des cantons de Cervione et Nicolai, ayant appris, dans la nuit de jeudi, que le bandit Suzzoni, avec sa bande composée de six personnes, était en fête dans un petit hameau isolé, accourut à temps pour les cerner. »

« Suzzoni était, à juste titre, réputé comme le plus fort et le plus courageux bandit de l'île. C'est un ancien militaire qui, de retour du service, avait trouvé son frère assassiné. Dès lors le désir de la vengeance avait été sa seule préoccupation. Aussi, successivement, et en peu de temps, il avait tué les sept ennemis, qui d'après lui, avaient contribué au meurtre de son frère. »

« A deux reprises différentes, Suzzoni était tombé dans une embuscade que lui avait dressée la gendarmerie ; mais, par son courage et son adresse, il avait toujours déjoué la piste. »

« Jeudi soir, la lutte a été terrible et acharnée. Après avoir essuyé, à lui seul, le feu des deux brigades, à la dernière sommation du gendarme Tadei, qui était parvenu à se glisser tout près de lui, il répondit par un dernier coup de revolver, blessant mortellement ce malheureux. Mais, comme il avait été obligé, pour viser Tadei, d'avancer sa tête de quelques millimètres, il put à son tour être atteint, et il eut la crâne fracturé par une balle. »

« On a saisi sur lui une carabine Florent à longue portée, un revolver à six coups et un poignard. »

« Quant à ses compagnons, bandits comme lui, et qui ont à répondre de plusieurs *vendettes*, dès les premiers moments de la lutte, ils ont lâché pied, en déclarant qu'ils se rendaient. »

« Suzzoni tué, le reste encre dans cette contrée un autre bandit, dit Frascetto, d'une féroce insolence, qui a un grand nombre de meurtres et d'assassinats sur le compte. »

— On lit dans la *Liberté* du 20 :
« Les journaux du Nord du 22 publient les détails suivants sur les inondations : »

« A Lille et dans les environs, la Deule, qui avait

que à cette entreprise sont invités à passer sans
rd dans les bureaux de la Société, *rue Taitbout*,
0, de 1 heure à 4 heures, ou d'y envoyer leur

Le Président du Conseil :
DUC DE FITZ-JAMES.

COULEURS D'ANILINE.

vendre de gré à gré une forte quantité de couleurs
aniline et de naphthaline, consistant principalement
en bleus d'aniline solubles, en bleus alcaïnes,
bruns Bismarck, en jaunes, en verts à l'aldehyde
à l'iodine; en violets Hoffmann, en fuchsines, en
rouges, en jaunes, en bruns, en noirs, en
rouges, etc. Ces marchandises appartiennent à
la masse filiale de M. Jules Durieux, ci-devant négociant
à Curesheim... S'adr. à M. Ed. Van Hoek, rue
la Ferme, 21, à S-Josse-ten-Node-le-Bruxelles.

ÉTRENNES UTILES

PRIX FIXE
MARQUÉ SUR CHAQUE OBJET

- Lits, Armoires à glace, Commodes
Édredons, Couvertures de laine et de coton
Nappés, Fauteuils, Chaises garnies en velours
Barcelonnettes, Lits d'enfants
Lits à étagère, Tables à coulisse, Chaises canonnées
Tapis de table, Carpètes, Descentes de lit
Bureaux, Bibliothèques, Cartonniers
Chauuffe-pieds, Chancelières
Tables à ouvrage, Vide-poches, Tables à jeu
Étagères, Consols, Guéridon.

HOTEL A LOUER A VIENNE (AUTRICHE)

Un **Hôtel garni**, tout nouvellement bâti, à trois étages, contenant 39 chambres, meublées avec tout le confort possible, est à louer depuis le 1^{er} avril 1873, pour la durée de l'exposition, en tout ou en partie, à des entrepreneurs de trains de plaisir ou autres personnes. Il renferme une des plus belles et des plus grandes *Halles à bière* et un excellent restaurant. Omnibus toutes les cinq minutes jusqu'à la place de l'exposition.

S'adresser sous lit. F. Q. 975, à l'expédition d'annonces de MM. *Haasenstein et Vogler*, à Vienne.

LIÈGE
de la Cathédrale

LIQVOR
Monachorum benedictinorum
ANATOLICVS STAVETICVS

BÉNÉD

LIQUEUR DES MOINES BÉNÉDICT

Cette célèbre liqueur, si appréciée du public qu'elle figure aujourd'hui sur toutes les honnêtes tables, au restaurant comme au dîner de famille, dans les plus grands hôtels comme dans les salons princiers, est l'objet d'imitations nombreuses dont la plupart sont de provenance étrangère.

Entrepot general : A. LEGRAS
AGENCE GÉNÉRALE A BRUXELLES,

Entrepot general : A. LEGRA
AGENCE GÉNÉRALE A BRUXELLES.

INSTITUT NYCANDER, rue Belliard,
n° 6.
Gymnastique médicale et orthopédique suédoise.
Pour Dames, Messieurs et Enfants.
Rhumatisme, chlorose, chorée, insomnie, asthme,
catarrhe de la vessie, etc. — Admissions, etc.

Chaque personne ayant son traitement particulier et individuel, donné par des aides expérimentés, si l'âge ni la faiblesse n'y mettent obstacle. 3630

Chaque personne ayant son traitement particulier et individuel, donné par des aides expérimentées, si l'âge ni la faiblesse n'y mettent obstacle. 3630

INSTRUMENTS DE MUSIQUE.
 Maison **Ferd. W. MUFFETAT** se charge de toutes réparations. — Spécialité de cordes de Naples. — 41, rue d'Assaut, Bruxelles. 3456

LIQUEUR DES MOINES BÉNÉDICT

LIQUEUR DES MOINES BÉNÉDICTINS

Cette célèbre liqueur, si appréciée du public qu'elle figure aujourd'hui sur toutes les bonnes tables, au restaurant comme au dîner de famille, dans les plus grands hôtels comme dans les salons princiers, est l'objet d'imitations nombreuses dont la plupart sont de provenance étrangère.

Entrepot general : A. LEGRAS
AGENCE GÉNÉRALE A BRUXELLES,

Entrepôt général : A. LEGRA
AGENCE GÉNÉRALE A BRUXELLES.

INSTITUT NYCANDER, rue Belliard,
n° 6.
Gymnastique médicale et orthopédique suédoise.
Pour Dames, Messieurs et Enfants.
Rhumatisme, chlorose, chorée, insomnie, asthme,
catarrhe de la vessie, etc. — Applications, etc.

Chaque personne ayant son traitement particulier et individuel, donné par des aides expérimentés, si l'âge ni la faiblesse n'y mettent obstacle. 3630

Chaque personne ayant son traitement particulier et individuel, donné par des aides expérimentées, si l'âge ni la faiblesse n'y mettent obstacle. 3630

INSTRUMENTS DE MUSIQUE.
 Maison **Ferd. W. MUFFETAT** se charge de toutes réparations. — Spécialité de cordes de Naples. — 41, rue d'Assaut, Bruxelles. 3456

QUES DE GENÈVE
ND CHOIX DE
BÖRSEN- I

OR ET ARGENT
Jewels, système perfectionné
MAISON A PARIS
SÉBASTOPOL (1^{er} étage)
or, garanties sur facture
65 à 2.000 fr.
argent, garanties sur facture
30 à 100 fr.
CHOIX DE BIJOUX
nos et détail à 250/9 meilleur
que chez les Boutiquiers.

IMPORTATION directe.
VINS
d'Espagne et de Portugal.

IMPORTATION directe.
VINS
d'Espagne et de Portugal.
M^{me} J. Gérard, Ostende, 1,
r. du Midi. Arbores du 23
bouteille. Tinto, fr. 29; Porto, fr.
36; Moscatel, Pajarote, Ma-
laga, Malvoisie, Xeres, Ali-
pante, Madere, de fr. 44 à
fr. 49-50. Bruxelles, 26. r.

contre remboursement.

W. D. CASTINEAU

M. B. CASTINEAU,
connu par de nombreux
et intéressantes œuvres
scientifiques, d'histoire, de li-
térature et de langue
française. — Adresser
ou écrire à son domicile,
chavée de Talleys, 21.

Langue anglaise.
Professeur diplômé de
la Faculté de la Sorbonne.

17, r. des Petits-Carmes.

A LOUER
 Rez-de-chaussée,
 place des Nations, 6.

Inserate pro Petit
 Frankfurt a/M., im

der F

4431

LES RHUMES, L'ASTHME et LA PHTHISIE
 NAISSANTE SONT GUÉRIS PAR
 es pastilles de **KEATING** pour la toux, moyen

ment et les autres affections de la gorge et de la poitrine. Dans la phthisie naissante, l'asthme et les rhumes, elles sont infailibles. Ne contenant aucun élément toxique, elles peuvent être prises par les

ment et les autres affections de la gorge et de la poitrine. Dans la phthisie naissante, l'asthme et les rhumes, elles sont infaillibles. Ne contenant aucun élément nuisible, elles peuvent être prises par les femmes les plus délicates et les plus jeunes enfants.

Se vendent en boîtes par **THOMAS KEATING**, chimiste, etc., 79, St Paul's Churchyard, Londres. En détail, chez tous les droguistes du monde. Agence à Bruxelles : Pharmacie anglaise de **CH. DELACRE**.

FRANCFURTER
UND HANDELSZEITUNG

solcher Organe in jetziger Zeit nie genug geben.
und Gewerbe bilden Brennpunkte der gesammten
gebiete die Concurrenz, der Wettkampf der Kräfte
grosso sein. Das Feld ist ein weit ausgedehntes
Janzi.

ab wöchentlich 6 mal erscheinen, der Börse und
merksamkeit schenken und über alle industriellen

nebst Referat von der Frankfurter Börse,
Bourse und sonstigen auswärtigen Börsenberichte.

Waaren- und Productenhandel in den verschied-
Sorgfalt widmen und zu diesem Zwecke sachliche
denzberichte enthalten.

Die Wechselwirkung mit Handel und Verkehr
 Blatte nicht ausgeschlossen sein, wir werden
 der neuesten Telegramme und eine tägliche poli-
 (Lokales und Auswärtiges) werden besprochen.
 d. d. Der Rainberger" bilden, worin wir alle briefli-
 chen durch Handelsverhältnisse, Werthpapiere, etc.,
 ihre beantworteten.
 ostanstalten und die Expedition der Zeitung an
 ement beträgt pro Quartal
 , in Prussen 3 fl. 39 kr. oder 2 thlr. 2 1/2 sgr.,
 Reiche excl. Preussen, in Oesterreich, sowie im

9 kr., oder 2 1/2 Sgr.
 mber 1872.
Die Redaction und Expedition

RÈRES MAHON, R. RIVOLI, 30, lundi, jeudi.
Maladies de peau, de chev.

CONQUENT HOLLOWAY

Remède infatigable pour les Jambes ulcérées, les
tumeurs, les Hémorroïdes et les gonflements glan-
duleux. — Se vend chez tous les pharm^{es} à fr. 4-50,
75 et 6 fr. le pot. — Pour la vente en gros, s'ad^r chez
Prof^r Holloway, 533, Oxford str., W. C., Londres.

[illegible]